

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 13/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LUBRIZOL FRANCE

25 quai de France
BP 1062
76100 Rouen

Références : UDRD.2026.02.R.08
Code AIOT : 0005800574

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2026 dans l'établissement LUBRIZOL FRANCE implanté 25 quai de France BP 1062 76100 Rouen. L'inspection a été annoncée le 09/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LUBRIZOL FRANCE
- 25 quai de France BP 1062 76100 Rouen
- Code AIOT : 0005800574
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement Lubrizol France de Rouen produit des additifs pour lubrifiants, par synthèse chimique et par mélange.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Qualification de l'émulseur et taux d'application	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Annexe 6	Demande de justificatif à l'exploitant	31/03/2026
3	Vérification périodique de la qualité de l'émulseur	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3	Demande de justificatif à l'exploitant	31/03/2026
4	Test des équipements employant le nouvel émulseur	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-2	Demande de justificatif à l'exploitant	30/05/2026
5	Couronne d'arrosage d'un bac de stockage de liquide inflammable	Arrêté Préfectoral du 05/05/2022, article 4.6.5 de l'annexe 4	Demande d'action corrective	31/03/2026

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Substitution des émulseurs fluorés	Règlement européen du 20/06/2019, article 3 et annexe I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a bien avancé la transition vers les émulseurs non fluorés. Les quelques émulseurs fluorés restants respectent les valeurs limites de la réglementation européenne applicables à la date du présent rapport. Des précisions sont néanmoins attendues concernant la qualification GESIP et les taux d'application, les analyses de la qualité de l'émulseur et les tests de production de solution moussante sur les équipements employant les émulseurs non fluorés.

Des compléments sont également attendus concernant l'homogénéité de la couronne d'arrosage d'un bac de liquide inflammable.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Substitution des émulseurs fluorés

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article 3 et annexe I
Thème(s) : Produits chimiques, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : <u>Règlement européen n° 2019/1021 du 20/06/2019 modifié :</u> <u>Article 3</u> 1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4. <u>Article 4</u> 1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II. <u>Annexe I - PFOS</u> 1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au SPFO ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations de tous les composés apparentés au SPFO inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. <u>Annexe I - PFHxS</u> 3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026. <u>Annexe I - PFOA</u> 4 bis. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations en PFOA ou en l'un de ses sels inférieures ou égales à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) et aux concentrations en tout composé apparenté au PFOA ou en toute combinaison de tels composés inférieures ou égales à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti incendie destinées à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) déjà contenues dans des systèmes. Cette valeur limite s'applique jusqu'au [3 ans après la date d'entrée en vigueur du présent règlement]. 4 ter. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations en PFOA, en sels de PFOA et en composés apparentés au PFOA inférieure ou égale à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie sans fluor et provenant d'équipements de lutte contre l'incendie ayant fait l'objet d'un nettoyage selon les meilleures techniques disponibles. <u>Règlement européen n° 1907/2006 du 18/12/2006 modifié</u> <u>Entrée 68 - PFCA C9-C14 :</u> 2. Ne peuvent pas, à partir du 25 février 2023, être utilisés ou mis sur le marché dans: a) une autre substance, en tant que constituant; b) un mélange; c) un article; sauf si la concentration dans la substance, le mélange ou l'article est inférieure à 25 ppM pour la somme des PFCA en C9-C14 et de leurs sels ou à 260 ppM pour la somme des substances apparen-

tées aux PFCA en C9-C14.

Entrée 79 - PFHxA :

4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans :

- a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues;
- b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (*31) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin.

Constats :

Lors de la précédente visite d'inspection du 16/07/2025, l'inspection avait constaté que l'exploitant a remplacé la majeure partie de ses émulseurs fluorés par des émulseurs non fluorés. Seules les installations certifiées par l'assureur FM Global demeuraient, à la demande de l'assureur, avec des émulseurs fluorés. La situation n'a pas évolué depuis la dernière visite.

L'exploitant dispose donc de trois émulseurs sur le site : ECOPOL (non fluoré), FomTec ARC 3x3 et Polypétrofilm 3/3 (fluorés).

L'exploitant a réalisé deux séries d'analyses sur des échantillons des deux émulseurs fluorés. Les analyses montrent que, avant et après oxydation, les valeurs limites de la réglementation européenne en PFOS, PFOA, PFHxS et PFCA C9-C14 sont respectées. En revanche, la valeur limite en PFHxA applicable à compter du 10 avril 2026 est dépassée pour l'ensemble des échantillons.

Commentaire n° 1 : Les émulseurs fluorés ne devront plus être utilisés à compter du 10 avril 2026 pour l'entraînement et les essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, et à condition que la mousse produite soit récupérée et évacuée en tant que déchet.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Qualification de l'émulseur et taux d'application

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Annexe 6

Thème(s) : Risques accidentels, Emulseur

Prescription contrôlée :

A. Taux d'application d'extinction forfaitaires

Les moyens d'application de la solution moussante permettent soit une application douce, soit une application indirecte. L'application directe de solution moussante est interdite. L'émulseur est de classe de performance IA ou IB conformément aux normes NF EN 1568-1, NF EN 1568-2, NF EN 1568-3, ou NF EN 1568-4 (version d'août 2008).

Pour la détermination des moyens en solution moussante et des réserves d'émulseur nécessaires à l'extinction d'incendies de liquides inflammables définis au point 43-1 du présent arrêté, les taux d'application d'extinction efficaces forfaitaires sont ceux fixés dans le tableau suivant :

extinction d'incendies de liquides inflammables définis au point 43-1 du présent arrêté, les taux d'application d'extinction efficaces forfaitaires sont ceux fixés dans le tableau suivant :

TAUX D'APPLICATION D'EX-	LIQUIDE INFLAMMABLE non	LIQUIDE INFLAMMABLE mis-
--------------------------	-------------------------	--------------------------

TINCTION	miscible à l'eau	cible à l'eau
Moyen d'application réalisant une application douce (notamment les déversoirs et boîtes à mousse)	4 litres par mètre carré et par minute	4 litres par mètre carré et par minute
Moyen d'application réalisant une application indirecte (par exemple projection avec canon ou lance sur le réservoir)	5 litres par mètre carré et par minute	8 litres par mètre carré et par minute

B. Méthodologie d'évaluation des taux d'application de solution moussante

Pour certains émulseurs s'avérant particulièrement performants, ayant satisfait à des tests de qualification selon des protocoles définis dans des guides professionnels reconnus par le ministère chargé du développement durable, les taux efficaces forfaitaires, selon le mode d'application, peuvent être remplacés, pour les incendies de rétention, par des taux calculés selon la méthodologie décrite ci-dessous.

Le taux d'application d'extinction réel à préconiser est $T_{réel} = T_{exp} \cdot K + 0,5$ litre par mètre carré et par minute où :

- T_{exp} est un taux d'application expérimental propre à chaque famille d'émulseur déterminé à partir d'une campagne d'essais ;
- K est un coefficient de majoration lié aux conditions d'application. Ce coefficient est propre à chaque site ;
- une majoration forfaitaire de 0,5 litre par mètre carré et par minute de ce taux est effectuée pour tenir compte des incertitudes inhérentes à toute détermination expérimentale.

Pour l'extinction d'un incendie de liquide inflammable, les valeurs des taux d'application expérimentaux d'extinction sont déterminées à partir d'une campagne d'essais tels que définis par les guides professionnels.

Constats :

Pour pouvoir utiliser les taux d'application d'extinction du paragraphe B ci-dessus, les émulseurs doivent être qualifiés comme particulièrement performants par le GESIP (Groupe d'études de sécurité des industries pétrolières). Les émulseurs qualifiés sont recensés sur le site du GESIP. La qualification porte sur une classe de produits (hydrocarbures ou liquides polaires), une concentration d'émulseur dans la solution moussante et pour une certaine durée. Tout lot d'émulseur fabriqué pendant la période de qualification est réputé particulièrement performant.

L'émulseur ECOPOL est qualifié par le GESIP sur les feux d'hydrocarbures depuis le 10/12/2024 et sur les feux de liquides polaires entre le 31/12/2018 et le 30/12/2023, à une concentration de 3 % dans le pré-mélange eau / émulseur.

Lors de la visite, l'exploitant n'a pas pu confirmer si les contenants d'émulseur ECOPOL présents sur les différentes zones du site ont bien été fabriqués pendant les périodes où ils bénéfici(ai)ent de la qualification GESIP.

Demande n° 1 : L'exploitant transmettra **avant le 31/03/2026** la liste de tous les contenants d'émulseur ECOPOL utilisés dans l'établissement, avec leur date de fabrication, la zone sur laquelle ils sont susceptibles d'être utilisés et le type de produits présents dans cette zone (hydrocarbures ou liquides polaires), de manière à démontrer que l'ensemble des émulseurs utilisés sont qualifiés pour leur utilisation. Dans le cas contraire, l'exploitant recalculera le taux d'application réglemen-

<p>taire et vérifiera que le taux d'application réel mis en œuvre ainsi que le volume d'émulseur disponible sont conformes.</p> <p>En ce qui concerne les émulseurs FomTec ARC 3x3 et Polypetrofilm 3/3, l'exploitant a déclaré que les taux d'application utilisés pour les calculs sont au moins égaux à ceux du paragraphe A de l'annexe 6 de l'arrêté du 03/10/2010 modifié et que la qualification de l'émulseur n'a donc pas d'incidence sur les taux d'application.</p> <p><u>Demande n° 2 :</u> L'exploitant transmettra, avant le 31/03/2026, la liste des zones où les émulseurs FomTec ARC 3x3 et Polypetrofilm 3/3 sont utilisés et les taux d'application associés, en précisant si nécessaire le type d'application et la miscibilité à l'eau des liquides inflammables présents sur ces zones afin de démontrer qu'ils respectent les règles du paragraphe A.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 3 : Vérification périodique de la qualité de l'émulseur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3
Thème(s) : Risques accidentels, Emulseur
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose des ressources et réserves en eau et en émulseur nécessaires à la lutte contre les incendies définis au point 43-1 du présent arrêté et à la prévention d'une éventuelle reprise de ces incendies. L'exploitant peut avoir recours à des protocoles ou conventions de droit privé et, dans ce cas, il veille à la compatibilité et à la continuité de l'alimentation en eau ou en émulseur en cas de sinistre.</p> <p>L'exploitant définit et justifie, en fonction de la stratégie de lutte contre l'incendie retenue, le positionnement des réserves d'émulseur, dans les conditions définies au point 43-1 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré que la qualité des émulseurs, lorsqu'ils sont stockés dans leur contenant d'origine, est garantie par leur fabricant pendant une certaine durée. Au-delà de cette durée, l'exploitant vérifie au moyen d'analyses annuelles la qualité de l'émulseur.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les contenants d'émulseur ECOPOL présents dans l'établissement sont tous encore dans leur période de garantie et n'ont donc pas subi d'analyse (ce que l'inspection a bien constaté par sondage sur les étiquettes de plusieurs contenants lors de la visite), à l'exception d'un contenant pour lequel l'exploitant suspecte l'introduction d'eau. Le rapport d'analyse indique que "le test des tenues sur liquides polaires met en évidence une résistance altérée de la mousse, ce qui informe par extrapolation, d'une probable perte d'efficacité en cas d'utilisation sur feux à grande échelle". Le rapport indique par ailleurs une date de fabrication de l'émulseur en 2015, date non incluse dans la période de qualification de l'émulseur ECOPOL par le GESIP (voir point de contrôle n° 2).</p> <p><u>Demande n° 3 :</u> L'exploitant doit confirmer avant le 31/03/2026 que l'émulseur ECOPOL de qualité altérée a été remplacé par un nouvel émulseur de bonne qualité, ou qu'il a vocation à être utilisé uniquement sur feux d'hydrocarbures et avec les taux d'application forfaitaires du paragraphe A de l'annexe 6 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 (et non pas ceux du paragraphe B).</p> <p>Le rapport contient également 5 analyses sur l'émulseur FomTec ARC qui ne font pas apparaître d'altération de la qualité. Aucune analyse n'a été transmise pour l'émulseur Polypetrofilm 3/3.</p> <p><u>Demande n° 4 :</u> L'exploitant doit transmettre avant le 31/03/2026 la dernière analyse de l'ensemble des émulseurs dont la date de garantie est dépassée.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 4 : Test des équipements employant le nouvel émulseur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-2
Thème(s) : Risques accidentels, Emulseur
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le débit d'eau incendie, de solution moussante et les moyens en émulseur et en eau sont déterminés, justifiés par l'exploitant en fonction des scénarios définis au point 43-1 du présent arrêté et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées en annexe du plan de défense incendie prévu au point 43-1 du présent arrêté. Ils tiennent compte de la production de solution moussante dans les conditions définies au point 43-3 du présent arrêté et du refroidissement des installations menacées dans les conditions définies au point 43-3-7 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le retour d'expérience au niveau national a fait apparaître, ces dernières années, plusieurs incidents liés à l'utilisation des émulseurs sans fluor dans des équipements qui avaient été conçus pour de l'émulseur fluoré.</p> <p>Le test réalisé sur l'une des rétentions du site avait également fait apparaître un dysfonctionnement lié au nouvel émulseur non fluoré ECOPOL lors de la précédente visite d'inspection du 16/07/2025. Les investigations menées par l'exploitant ont montré que ce dysfonctionnement était lié au blocage d'un clapet anti-retour pris dans de l'émulseur mal rincé. L'exploitant s'était alors engagé à effectuer des tests d'aspiration en eau et des opérations de maintenance préventive à fréquence annuelle sur l'ensemble des équipements de production de solution moussante de même technologie (proportionneur) utilisés sur le site. Les premiers tests ont bien été effectués, comme en atteste le compte rendu du 23/01/2026 transmis par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant a également transmis la procédure de remise en service des systèmes de production de mousse avec proportionneurs mise à jour, qui impose dorénavant le rinçage minutieux des installations, conformément au retour d'expérience.</p> <p>L'inspection avait par ailleurs demandé à l'exploitant de lui transmettre un programme de tests de l'ensemble des équipements de production de mousse utilisant de l'émulseur ECOPOL afin de vérifier l'absence de dysfonctionnement. Le programme transmis par l'exploitant s'étale sur plusieurs années selon les zones, ce qui est acceptable s'agissant de tests complets mettant en œuvre des quantités potentiellement importantes d'émulseur.</p> <p>L'inspection considère toutefois qu'il convient également de réaliser sans attendre des tests partiels pour s'assurer que tous les équipements contenant de l'émulseur ECOPOL produisent bien de la solution moussante à la concentration attendue dans le pré-mélange eau / émulseur (3 %). L'exploitant s'est engagé à effectuer rapidement ces tests, sans pouvoir fournir de date à ce stade.</p> <p><u>Demande n° 5 :</u> L'exploitant effectuera, avant le 30/05/2026, des tests partiels visant à vérifier que chaque type d'équipement utilisant l'émulseur ECOPOL produit de la solution moussante à la concentration attendue. Si un même type d'équipement est utilisé dans plusieurs plages de paramètres caractéristiques (par exemple, plusieurs plages de débit), chaque plage devra être testée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 5 : Couronne d'arrosage d'un bac de stockage de liquide inflammable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2022, article 4.6.5 de l'annexe 4
Thème(s) : Risques accidentels, Extinction automatique
Prescription contrôlée : Des moyens de diffusion de mousse doivent permettre d'éteindre un incendie éventuel étendu sur l'ensemble de la plus grande cuvette de rétention en moins de 30 minutes.
Constats : Lors de la précédente visite d'inspection du 16/07/2025, l'inspection avait constaté que l'arrosage automatique d'un bac de stockage de liquide inflammable n'était pas homogène : certaines parties de la surface du bac n'étaient pas arrosées, et le bac pouvait donc présenter des zones de fragilité en cas d'agression thermique voisine. Les investigations de l'exploitant avaient montré que le défaut d'homogénéité provenait de la présence de végétation sur le toit du bac. L'exploitant avait corrigé la situation et effectué un nouveau test qu'il a estimé concluant le lendemain de la visite, le 17/07/2025 et transmis la vidéo du test à l'inspection. Le jour de la visite objet du présent rapport, l'exploitant a indiqué que la réalisation d'un test d'arrosage du bac n'était pas possible. L'inspection s'est néanmoins rendue sur le toit du bac et n'a pas constaté la présence de végétation. En revanche, elle a constaté la présence d'un câble électrique mal attaché et surtout d'une zone de quelques dizaines de centimètres où une collerette métallique jaune touche le toit du bac (alors qu'elle ne le touche pas sur le reste de la circonférence du bac), ce qui peut empêcher l'eau issue des dispositifs d'arrosage situés sur le toit d'arroser la zone supérieure de la robe du bac située juste sous cette collerette. L'aspect des dépôts sur la partie supérieure de la robe du bac semble d'ailleurs confirmer qu'une zone du bac n'est pas arrosée. <u>Demande n° 6 :</u> L'exploitant doit transmettre, pour le 31/03/2026 , un plan d'actions avec échéancier pour faire en sorte que l'eau du toit du bac puisse atteindre l'ensemble de la circonférence de la partie supérieure de la robe. Ces constats démontrent également que les tests de l'arrosage réalisés par l'exploitant ne sont pas satisfaisants, puisqu'il n'avait pas identifié la situation par lui-même. <u>Demande n° 7 :</u> L'exploitant doit mettre à jour, pour le 31/03/2026 , la procédure et le compte rendu de test de l'arrosage du bac, afin de faire clairement apparaître sur les deux documents la nécessité de vérifier que l'ensemble de la surface de la robe du bac est correctement arrosée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective